



Assemblée générale

Distr. générale
19 novembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Points 8 et 78 a) de l'ordre du jour

Débat général

**Les océans et le droit de la mer : les océans
et le droit de la mer**

Lettre datée du 19 novembre 2021, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris au sujet des références que le Premier Ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, a faites à mon pays dans la déclaration qu'il a prononcée lors du débat général de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il est regrettable que le Premier Ministre grec ait une fois de plus présenté une vision déformée de ce qui se passe actuellement en Méditerranée orientale, ainsi que du problème chypriote, dans le but de lancer des allégations sans fondement contre la Turquie, allégations que nous rejetons catégoriquement dans leur intégralité. L'animosité dont la Grèce fait preuve ne saurait en aucun cas contribuer à instaurer un environnement propice à la coopération et au bon voisinage.

Il y a des incohérences flagrantes entre la rhétorique qu'emploie la Grèce à l'Assemblée générale et ses actions sur le terrain. Paradoxalement, alors qu'elle se présente comme le « champion » du droit international, elle persiste dans sa violation substantielle des traités internationaux qui sont essentiels pour la paix et la stabilité en Méditerranée orientale, à savoir les dispositions relatives à la démilitarisation qui figurent dans les traités de paix de Lausanne de 1923 et de Paris de 1947, comme je l'ai souligné dans mes lettres du 30 septembre 2021 ([A/76/379-S/2021/841](#)) et du 13 juillet 2021 ([A/75/961-S/2021/651](#)). La Turquie exhorte de nouveau la Grèce à respecter les dispositions de ces traités et à rétablir le statut démilitarisé des îles orientales de la mer Égée.

En outre, il est à déplorer que la Grèce continue de faire fi de l'un des principes majeurs qui sous-tendent le cadre juridique international concernant la délimitation des zones de juridiction maritime, à savoir le principe de délimitation équitable. La Grèce avance des revendications maximalistes en matière de frontières dans la région, tout en faisant fi des droits souverains et des intérêts légitimes de la Turquie. L'exemple le plus flagrant de cette politique s'est produit en août 2020, lorsque la Grèce a signé à la hâte un soi-disant accord de délimitation avec l'Égypte, à la veille de la reprise des négociations bilatérales avec la Turquie. Je tiens à souligner que ledit



accord porte atteinte aux droits inhérents de la Turquie en Méditerranée orientale et va donc manifestement à l'encontre de l'esprit de bon voisinage.

Si la Grèce est sincère lorsqu'elle appelle au règlement pacifique des différends entre les deux parties, elle doit d'abord abandonner ces revendications maximalistes. Elle doit également cesser de simplifier à l'excès les questions en suspens l'opposant à la Turquie. Celles-ci forment un tout qui comprend également la délimitation du plateau continental, l'étendue des eaux territoriales et de l'espace aérien national, la souveraineté des îles, îlots et rochers qui n'ont pas été cédés à la Grèce par des instruments internationaux valables, la violation par la Grèce du statut démilitarisé des îles de la mer Égée orientale et la question des zones de service (FIR, SAR et NAVTEX). En dépit de ce fait, la Grèce tente de présenter la situation comme s'il n'existait qu'un seul problème entre les deux États, à savoir la délimitation du plateau continental. Sans un diagnostic correct des litiges et une véritable volonté de les résoudre, nous ne ferions que risquer de saper les mécanismes de dialogue qui ont déjà été mis en place pour résoudre ces questions en suspens. Pour sa part, la Turquie a participé aux 63 cycles de pourparlers consultatifs ainsi qu'aux consultations politiques avec la Grèce dans une logique constructive et entend continuer à le faire.

Il est également regrettable que, dans le contexte régional, la Grèce et la partie chypriote grecque se soient lancées dans une quête visant à mettre en place de prétendus programmes et mécanismes de coopération régionale, dont la nature même est dictée par leur animosité envers la Turquie et qui sont destinés à être mis au service de leurs revendications maximalistes et à favoriser leurs intérêts exclusifs. Ce duo ne ménage pas non plus ses efforts pour exploiter l'Union européenne et l'utiliser comme bouclier pour leur projets anti-Turquie. Les initiatives prises récemment par la Grèce, telles que la signature d'accords de coopération en matière de défense avec des pays tiers, constituent un risque supplémentaire pour la stabilité régionale. La Turquie continuera à défendre résolument ses intérêts vitaux dans la région.

En septembre 2020, la Turquie a également proposé d'organiser une conférence inclusive au sujet du projet « EastMed », en vue de faire naître entre les acteurs concernés un dialogue menant à une coopération et d'ouvrir la voie à un règlement pacifique des différends en Méditerranée orientale. Cette proposition est toujours valable.

En ce qui concerne le problème chypriote, je voudrais faire valoir notre volonté de parvenir, au moyen d'un nouveau cadre qui serait librement négocié entre deux parties également souveraines, à une solution juste et durable, fondée sur ce qui se passe actuellement dans l'île. Les tentatives visant à dicter les paramètres du règlement sont contre-productives et vouées à l'échec. Plus d'un demi-siècle de négociations a montré que le modèle fédéral était une solution non pérenne à Chypre. Cela est dû à l'intransigeance de la partie chypriote grecque, qui a toujours refusé de partager le pouvoir et la prospérité avec le peuple chypriote turc. Il ne peut être fait abstraction de la revendication de la partie chypriote turque, à savoir garantir ses droits inhérents que sont l'égalité souveraine et un statut international égal. C'est pourquoi la proposition présentée par le président de la République turque de Chypre-Nord lors de la réunion informelle rassemblant les cinq parties et l'ONU, qui s'est tenue du 27 au 29 avril 2021 à Genève, constitue une option constructive et réaliste pour un règlement juste et durable sur l'île.

Je profite de cette occasion pour réaffirmer que la Turquie se tient prête à appuyer tout règlement juste, équitable et pacifique de l'ensemble des questions en suspens, y compris la délimitation équitable des zones de juridiction maritime, dans le respect du droit international et en collaboration avec tous les États côtiers concernés qu'elle reconnaît, afin de contribuer à améliorer la stabilité et la prospérité

du bassin de la Méditerranée dans son ensemble. Elle estime que seuls le dialogue et la coopération permettront d'instaurer la paix et la stabilité en Méditerranée orientale.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 8 et 78 a) de l'ordre du jour, et de le faire publier sur le site Web de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, ainsi que dans le prochain numéro du Bulletin du droit de la mer.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Feridun H. **Sinirlioğlu**
